

KENYA

Environnement opérationnel

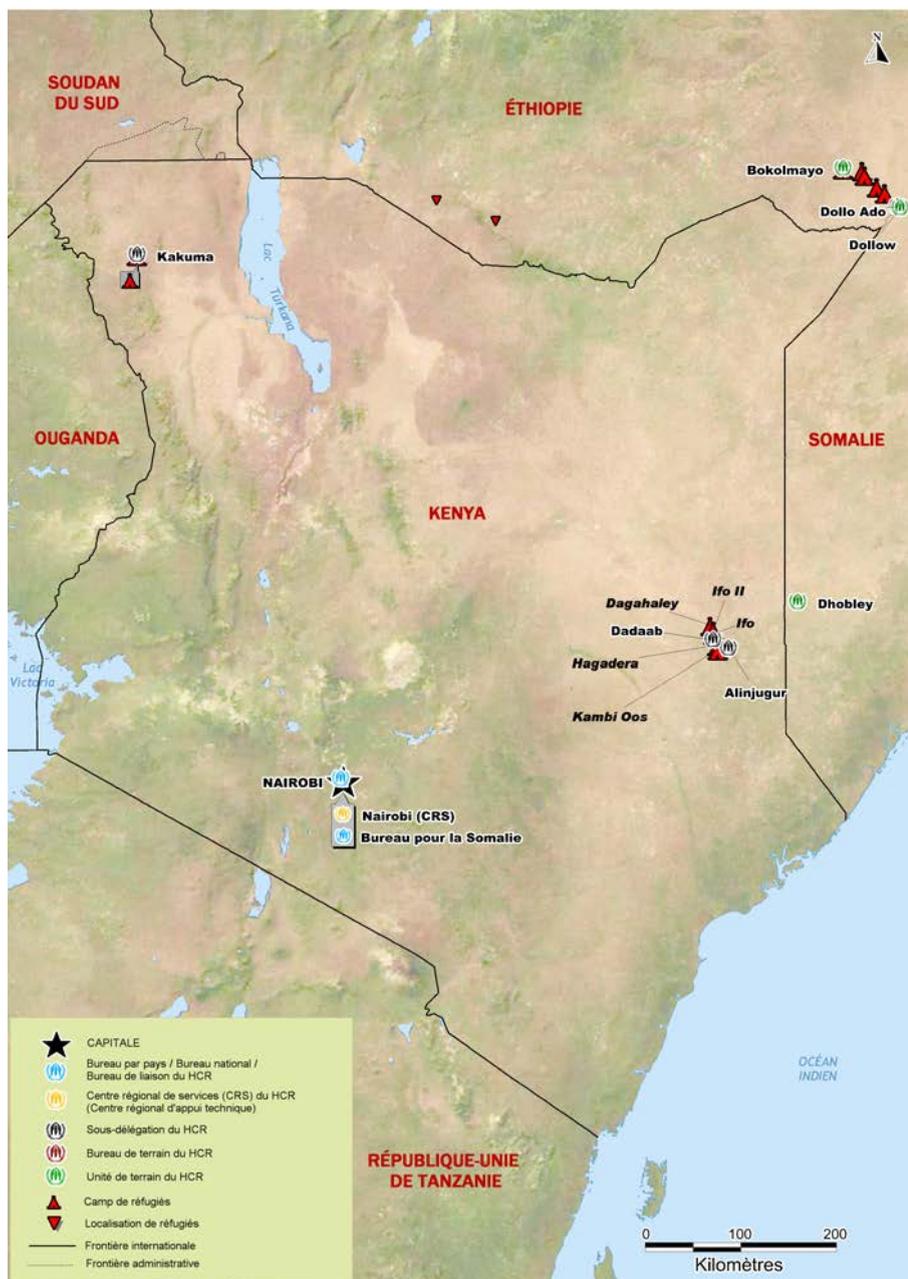
Contexte

L'évolution dramatique de la situation en Somalie depuis 2011 a eu un impact sur le Kenya, qui accueille de nombreux réfugiés somaliens. Les espoirs récents de parvenir à une stabilisation de la Somalie ont suscité certaines attentes quant au rapatriement librement consenti des réfugiés somaliens.

Récemment, les conditions de sécurité se sont dégradées dans la région de Dadaab : la situation est devenue risquée et dangereuse à la suite d'une série d'incidents, notamment l'enlèvement de travailleurs humanitaires et des attentats mortels contre des leaders réfugiés et des agents des forces de sécurité kényanes. Ces événements ont entraîné la mise en place de mesures de sécurité plus rigoureuses, qui ont restreint l'accès des humanitaires aux camps et obligé le Gouvernement kenyan, le HCR, ses partenaires et les leaders réfugiés à rechercher d'autres moyens de poursuivre l'exécution des activités de protection et d'assistance.

Cette collaboration a donné naissance à un plan de continuité opérationnelle, destiné à guider l'exécution ininterrompue et coordonnée d'activités de protection et de services dans le complexe de camps de réfugiés peu sûr de Dadaab. Ce plan a largement fait appel aux capacités des réfugiés, aux membres des communautés d'accueil et aux partenaires locaux pour assurer l'assistance.

Du mois de janvier au mois d'août 2012, les camps de Dadaab et d'Alinjugur ont enregistré plus de 5 700 nouveaux arrivants en provenance de Somalie, ce qui a porté la population totale de ces camps à quelque 474 000 personnes. En 2011, au cours de la même période de huit mois, Dadaab a enregistré 113 500 nouveaux arrivants. Ces afflux massifs étaient principalement dus à la sécheresse, à la famine et à l'insécurité qui sévissaient en Somalie.



Chiffres prévisionnels pour le Kenya

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	Éthiopie	12 170	12 170	12 540	12 540
	Somalie	544 480	544 480	568 060	568 060
	Soudan	31 100	31 100	22 770	22 770
	Pays divers	16 430	16 430	23 340	23 340
Demandeurs d'asile	Éthiopie	7 380	7 380	7 610	7 610
	Somalie	1 840	1 840	1 920	1 920
	Soudan	19 070	19 070	13 960	13 960
	Pays divers	16 600	16 600	23 590	23 590
Déplacés internes	Kenya	300 000	-	280 000	-
Apatrides	Apatrides	30 000	-	15 000	-
Total		979 070	649 070	968 790	673 790

La plus forte hausse de population a été observée dans le camp de Kakuma, situé dans le comté de Turkana, où 13 000 nouveaux arrivants, essentiellement originaires du Soudan du Sud, ont été enregistrés entre janvier et août 2012. La place commence à manquer à Kakuma, qui abrite plus de 101 000 personnes. La prise en charge des besoins de cette population croissante en matière de protection, d'infrastructures et de services et la décongestion du camp figurent parmi les principales priorités du HCR à Kakuma.

En août 2012, le Kenya accueillait au total plus de 630 000 réfugiés et demandeurs d'asile, dont quelque 55 000 à Nairobi.

● Besoins

Des interventions sont nécessaires pour améliorer la sécurité physique des réfugiés, leur condition de vie, leurs moyens de subsistance et leur résilience. Ces interventions viseront à consolider les efforts de maintien de l'ordre, à améliorer les infrastructures et les services sociaux, à construire des logements convenables et à introduire des sources d'énergie domestique propres, renouvelables et à bas coût. Il faudra également accroître les taux de scolarisation, de poursuite des études et de réussite, doter les réfugiés de compétences négociables, et accorder des subventions initiales aux micro-entreprises.

| Stratégie et activités |

Les principaux objectifs du HCR consistent à garantir l'accès à l'asile et à la protection internationale pour les demandeurs d'asile, à préserver l'espace d'asile sur le territoire, à maintenir le caractère civil des camps, à faciliter l'accès des réfugiés aux services essentiels et à rechercher des solutions durables. Pour atteindre ces objectifs, le HCR encouragera les partenariats stratégiques. Il militera

également en faveur de la prévention de l'apatridie et de la protection des déplacés internes, tout en recherchant des solutions durables.

Le HCR veillera en priorité à ce que toutes les personnes relevant de sa compétence, vivant dans les camps ou en milieu urbain, bénéficient d'une protection conforme à la législation nationale et aux conventions internationales applicables. La protection des groupes vulnérables, comme les femmes célibataires chefs de famille, les enfants non accompagnés et séparés, les personnes âgées et les personnes ayant des besoins particuliers, occupera une place importante dans les activités de protection du HCR.

Le HCR s'efforcera de consolider les structures nationales de gestion des réfugiés en travaillant en étroite collaboration avec le Département chargé des affaires de réfugiés, les ministères compétents à Nairobi et les autorités des comtés de Garissa et de Turkana, qui accueillent des réfugiés.

L'analyse du partenariat de sécurité associant le Gouvernement et le HCR devrait entraîner une amélioration de la performance et de l'impact des efforts déployés pour maintenir l'ordre public dans les camps de Dadaab, d'Alinjugur et de Kakuma.

Le Haut Commissariat entend faciliter le rapatriement librement consenti, de manière sûre et digne, en Somalie lorsque la situation dans ce pays le permettra. L'Organisation et ses partenaires organiseront la collecte et la diffusion d'informations objectives et mesurées sur les régions de retour. Le HCR recherchera d'autres possibilités d'apporter des solutions durables, notamment par le biais de la réinstallation.

Le HCR continuera à encourager divers organes de l'État à soutenir la ratification des deux conventions sur l'apatridie et à promouvoir les partenariats stratégiques aptes à renforcer le plaidoyer en faveur de la prévention de l'apatridie et des solutions à ce problème.

Objectifs et cibles prioritaires en 2013

Sécurité face à la violence et à l'exploitation

- La protection contre la criminalité est renforcée.
 - ☞ Le nombre d'agents de police dans les camps atteint 970.
- La protection des enfants est renforcée.
 - ☞ Des procédures de détermination de l'intérêt supérieur sont entreprises ou menées à terme pour 310 enfants non accompagnés et séparés.
 - ☞ 240 enfants non accompagnés et séparés bénéficient d'autres modalités de garde et de prise en charge.
 - ☞ 1280 adolescents déscolarisés participent à des programmes ciblés.

Besoins de base et services essentiels

- Le bien-être nutritionnel est amélioré.
 - ☞ Le taux de malnutrition aiguë chez les enfants âgés de six mois à cinq ans n'excède pas 4 pour cent.
- L'état de santé de la population est amélioré.
 - ☞ Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est stabilisé à moins de un pour 1 000 par mois.
- Des abris et des infrastructures sont construits, améliorés ou entretenus.
 - ☞ 60 pour cent des ménages vivent dans des logements convenables.

- L'approvisionnement en eau est amélioré ou maintenu.
 - ☞ Le volume d'eau potable disponible par personne et par jour s'élève à 24 litres à Dadaab et à 20 litres à Kakuma.
- La population bénéficie de conditions d'assainissement et d'hygiène satisfaisantes.
 - ☞ 60 pour cent des ménages disposent de latrines à Dadaab ; 50 pour cent à Kakuma.
 - ☞ 17 000 équipements sanitaires/latrines domestiques sont construits.
 - ☞ Toutes les personnes relevant de la compétence du HCR reçoivent 250 grammes de savon par personne et par mois à Dadaab ; 70 pour cent à Kakuma.
 - ☞ 120 000 femmes reçoivent des protections périodiques.
- La population a un accès optimal à l'éducation.
 - ☞ 68 pour cent des enfants de six à treize ans relevant de la compétence du HCR sont scolarisés dans le primaire à Dadaab ; 50 pour cent à Kakuma.
- La population a un accès suffisant à l'énergie.
 - ☞ 48 pour cent des foyers ont accès à une source d'énergie durable à Dadaab ; 50 pour cent à Kakuma.

Solutions durables

- Tout le potentiel en matière de réinstallation est réalisé.
 - ☞ 3 700 individus identifiés quittent le pays dans le cadre d'une procédure de réinstallation.

Présence du HCR en 2013

□ Nombre de bureaux	4
□ Effectifs totaux	501
Internationaux	86
Nationaux	364
JEA	4
VNU	38
Autres	9

○ Contraintes

Le HCR travaille dans un environnement peu sûr caractérisé par des attaques ciblées contre les agents de sécurité et les leaders réfugiés. Les travailleurs humanitaires sont exposés à de nouveaux risques et menaces physiques, comme des enlèvements dans les camps. En raison de l'étendue des camps de Dadaab et d'Alinjugur, il est particulièrement difficile d'y assurer la sécurité publique.

À Nairobi, la dispersion de la population réfugiée complique la protection sur le terrain, la communication et les interventions en temps utile.

Les services essentiels et les infrastructures, aux capacités déjà limitées, ont été mis à rude épreuve par la croissance rapide de la population réfugiée, ce qui a entraîné des risques sanitaires à la fois pour les réfugiés et pour les communautés d'accueil.

La diminution du soutien public aux personnes qui relèvent de la compétence du HCR est une autre question à laquelle l'Organisation cherche à répondre. Les réfugiés sont considérés comme une menace pour la sécurité et la stabilité intérieure du Kenya, et comme un fardeau financier et environnemental.

| Organisation et mise en œuvre |

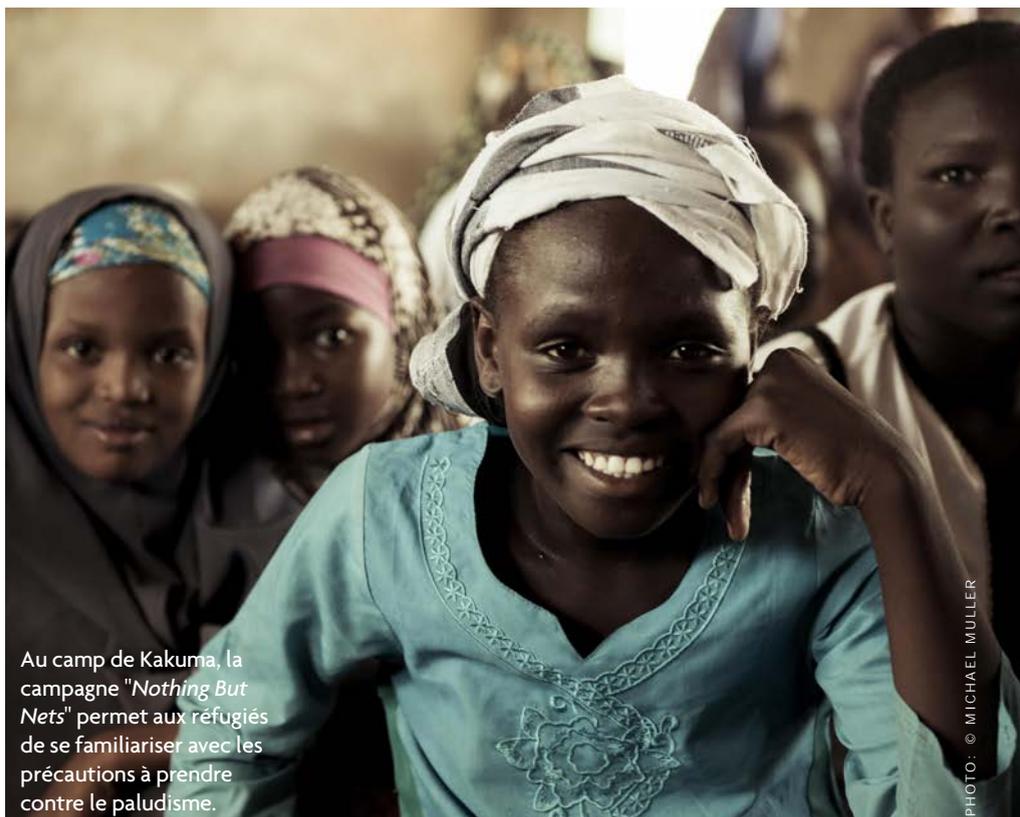
○ Coordination

La stratégie du HCR au Kenya vise à renforcer les infrastructures, le cadre et les partenariats

essentiels pour la mise en place de politiques favorables aux réfugiés en collaborant avec diverses institutions, représentant le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, ainsi que les médias. Le HCR compte également parmi ses partenaires des organismes onusiens et des acteurs de la société civile. Le ministère de l'Immigration et de l'Immatriculation des personnes et son Département chargé des affaires de réfugiés sont les principaux homologues gouvernementaux du HCR pour la gestion du programme en faveur des réfugiés. Le PAM fournit des rations alimentaires pour les distributions générales ainsi que pour d'autres programmes d'alimentation ; dans le même temps, le HCR et l'UNICEF renforcent leur partenariat à Dadaab et Alinjugur pour améliorer la protection de l'enfance, la réponse aux violences sexuelles et sexistes, les équipements d'assainissement et de distribution de l'eau, ainsi que les services de nutrition, de santé et d'éducation.

| Informations financières |

De même que la population relevant de la compétence du HCR, le budget de l'opération au Kenya a augmenté. La détérioration des conditions de sécurité et l'augmentation des risques correspondants ont sensiblement accru les coûts de l'opération. En 2013, le total des besoins financiers s'élève à 251,6 millions de dollars E.-U.



Au camp de Kakuma, la campagne "Nothing But Nets" permet aux réfugiés de se familiariser avec les précautions à prendre contre le paludisme.

PHOTO: © MICHAEL MULLER

Conséquences d'un manque de financement

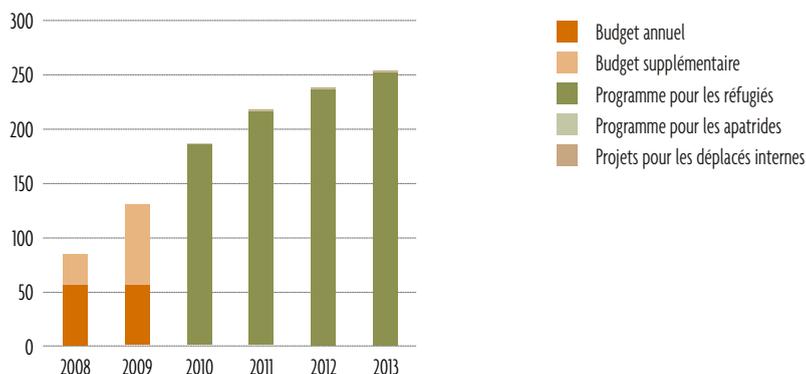
- Les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des humanitaires et de plus d'un demi-million de réfugiés seraient réduits, car le nombre d'agents de police dans les camps serait ramené à 582.
- Seules quatre structures de santé seraient construites au lieu des six nécessaires.
- Seules 10 200 latrines familiales seraient construites au lieu des 17 000 nécessaires.
- Seuls 186 des 310 enfants non accompagnés et séparés verraient la procédure destinée à déterminer leur intérêt supérieur entrepris ou menée à terme.
- Seuls 6 000 des 10 000 individus vulnérables recensés à Dadaab,

notamment 2 880 des 4 800 individus handicapés, bénéficieraient d'un soutien approprié.

- La fréquence des maladies évitables et soignables augmenterait à cause de soins inadéquats et de services d'eau et d'assainissement insuffisants.
- Une plus grande insécurité alimentaire entraînerait des taux de malnutrition plus élevés.
- Les taux de scolarisation, d'assiduité et de réussite chuteraient, particulièrement chez les filles, entraînant une hausse des risques pour ces dernières.
- Seules 10 des 16 écoles nécessaires à Dadaab et 25 des 42 salles de classe nécessaires à Kakuma seraient construites.

Budget du HCR au Kenya 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)



Budget 2013 du HCR pour le Kenya (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
Environnement de protection favorable				
Instruments régionaux et internationaux	0	22 000	16 667	38 667
Droit et politique générale	737 725	0	16 667	754 392
Institutions administratives et pratiques	0	22 000	0	22 000
Assistance juridique et recours	1 827 012	0	0	1 827 012
Accès au territoire et non-refoulement	1 727 358	0	0	1 727 358
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	286 362	0	0	286 362
Sous-total	4 578 458	44 000	33 333	4 655 791
Processus de protection et documents adéquats				
Conditions d'accueil améliorées	3 187 077	0	0	3 187 077
Identification des cas d'apatridie	0	22 000	0	22 000
Enregistrement et établissement de profils	3 312 252	0	0	3 312 252
Détermination du statut de réfugié	1 488 970	0	0	1 488 970
Documents individuels	664 480	0	0	664 480
Enregistrement et documents d'état civil	926 960	0	0	926 960
Regroupement familial	578 538	0	0	578 538
Sous-total	10 158 276	22 000	0	10 180 276

PARTENAIRES

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux

Département chargé des affaires de réfugiés (Ministère d'État de l'Immigration et de l'État Civil)
Ministère d'État de l'Administration provinciale et de la Sécurité intérieure
Ministère de l'Éducation
Ministère de la Santé et des Questions sanitaires

ONG

African Development Emergency Organization
CARE International
Centre for Domestic Training and Development
Cooperazione e Sviluppo (CESVI)
Comité international de secours
Commission nationale des droits de l'homme au Kenya
Conseil danois pour les réfugiés
Conseil norvégien pour les réfugiés
Don Bosco - Kenya
Fafi Integrated Development Association
Fédération luthérienne mondiale
FilmAid International
Handicap International
International Service Volunteers Association
Kenya Magistrates and Judges Association
Legal Advice Centre (Kituo Cha Sheria) - Kenya
National Council of Churches of Kenya
Oxfam - R.-U.
Refugee Consortium of Kenya
Relief Reconstruction and Development Organisation
Save the Children Fund - R.-U.
Service jésuite des réfugiés
Société kényane de la Croix-Rouge
Windle Trust UK in Kenya

Autres

OIM
VNU

Partenaires opérationnels

ONG

Centre for Torture Victims (Kenya)
GOAL
Médecins Sans Frontières (Suisse)

Autres

BCAH
DSS
FNUAP
OIM
ONUSIDA
PAM
PNUD
UNICEF

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
Sécurité face à la violence et à l'exploitation				
Protection contre la criminalité	10 761 204	0	0	10 761 204
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	4 279 693	0	0	4 279 693
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	1 189 263	0	0	1 189 263
Protection des enfants	6 679 626	0	0	6 679 626
Sous-total	22 909 785	0	0	22 909 785
Besoins de base et services essentiels				
Santé	23 585 893	0	0	23 585 893
Santé procréative et services liés au HIV	6 449 592	0	0	6 449 592
Nutrition	8 779 893	0	0	8 779 893
Sécurité alimentaire	595 538	0	0	595 538
Eau	8 558 862	0	0	8 558 862
Assainissement et hygiène	20 170 570	0	0	20 170 570
Abris et infrastructure	28 815 966	0	0	28 815 966
Accès à l'énergie	6 917 726	0	0	6 917 726
Articles ménagers de base	14 425 615	0	0	14 425 615
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	6 386 524	0	0	6 386 524
Éducation	37 842 684	0	0	37 842 684
Sous-total	162 528 861	0	0	162 528 861
Autonomisation et autogestion communautaires				
Mobilisation communautaire	2 898 185	0	0	2 898 185
Coexistence avec les communautés locales	4 905 821	0	0	4 905 821
Ressources naturelles et environnement commun	2 039 246	0	0	2 039 246
Autosuffisance et moyens d'existence	8 126 473	0	0	8 126 473
Sous-total	17 969 725	0	0	17 969 725
Solutions durables				
Stratégie de solutions globales	0	22 000	0	22 000
Retour volontaire	2 912 059	0	0	2 912 059
Réintégration	0	0	16 667	16 667
Intégration	201 362	0	0	201 362
Réinstallation	2 388 469	0	0	2 388 469
Sous-total	5 501 890	22 000	16 667	5 540 557
Direction, coordination et partenariats				
Coordination et partenariats	437 707	22 000	33 333	493 041
Gestion et coordination des camps	2 210 360	0	0	2 210 360
Gestion des urgences	770 538	0	16 667	787 205
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	945 252	0	0	945 252
Sous-total	4 363 857	22 000	50 000	4 435 857
Appui à la logistique et aux opérations				
Logistique et chaîne d'approvisionnement	7 505 775	0	0	7 505 775
Gestion des opérations, coordination et appui	15 860 525	0	0	15 860 525
Sous-total	23 366 300	0	0	23 366 300
Total	251 377 153	110 000	100 000	251 587 153
Budget 2012 révisé (au 30 juin 2012)	235 538 624	301 350	441 850	236 281 824